

Dans un contexte international nettement moins porteur, l'activité ralentit en Anjou

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Quel impact sur l'économie réelle de la crise financière ?

L'économie réelle est désormais elle aussi touchée par les répercussions de la crise financière. Une prise de conscience vient sans doute d'avoir lieu et même si des difficultés à court terme sont attendues, au final, l'économie réelle pourrait en sortir vainqueur. En effet, depuis plusieurs années maintenant, l'économie financière s'est développée à vitesse grand V, mettant souvent l'économie réelle, les entreprises industrielles notamment, en porte-à-faux car on attendait de ces dernières des rendements importants comme seuls les produits financiers, pouvaient en apporter. Aujourd'hui, on prend conscience qu'une rentabilité importante veut aussi dire un risque élevé. A l'avenir, il est donc indispensable que les investisseurs laissent le temps aux entreprises de se développer, de mettre en œuvre des investissements sans attendre de retours sur investissement ni trop rapides ni trop élevés.

Une croissance faible en France...

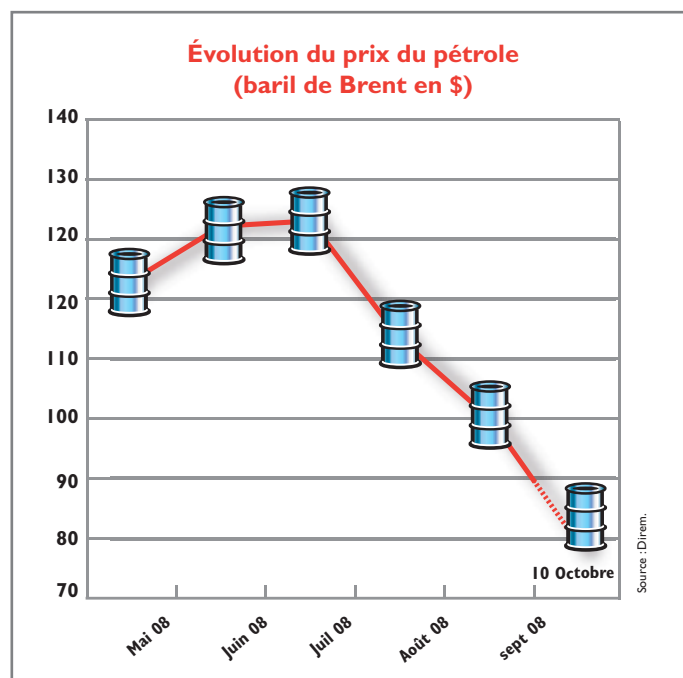
L'Insee prévoit seulement 0,9 % de croissance en 2008 contre 2,1 % en 2007. La récession technique pourrait donc être atteinte ⁽¹⁾, même si, sur un an, la croissance restera positive. A l'heure actuelle, les trois moteurs de la croissance française sont grippés ou en passe de l'être. En effet, les exportations françaises sont freinées par le ralentissement économique mondial et l'investissement des entreprises devrait être impacté par la crise bancaire. Enfin, la consommation française, principal moteur de la croissance depuis plusieurs années est elle aussi en panne.

(1) Deux trimestres consécutifs de baisse du PIB

... Expliquée par le recul de la consommation.

Les Français malmenés par l'inflation de certains produits de grande consommation et par la montée des prix de l'énergie (fuel, gasoil, essence) ont fini par procéder à des arbitrages sévères. Ainsi, les soldes d'été n'ont pas permis aux ventes d'habillement de se redresser (-2,1 % en valeur). De la même

manière, certaines enseignes de la vente de produits électroménagers, hi-fi, enregistrent aussi des baisses. Les consommateurs achètent moins ou achètent moins cher. Toutefois, la morosité ambiante et l'omniprésence des discours sur la crise bancaire, financière, immobilière renforcent largement ces phénomènes qui ne devraient donc pas forcément durer. ●



Après un pic historique à 142,31 dollars le 4 juillet 2008,

le prix du baril de pétrole est repassé sous la barre des 80 dollars le 10 octobre. L'heure est donc à la décreue. L'impact sur la consommation de la crise financière actuelle est encore mal évaluée mais la demande de pétrole a déjà largement fléchi : aux Etats-Unis par exemple, la consommation de pétrole aurait ainsi diminué de 7 % en septembre. Au final, la demande mondiale devrait seulement progresser de +0,9 % en 2009. Toutefois, cette forte baisse des prix s'explique aussi par la désaffection des banques d'investissement et des « hedges funds » pour le secteur des matières premières et du pétrole en particulier. Dès lors, les prévisions restent délicates, car fortement conditionnées à l'évolution des marchés financiers.

Après une année 2007 particulièrement dynamique, l'activité semble quelque peu marquer le pas en Maine-et-Loire. Avec l'amplification de la crise bancaire, des interrogations apparaissent notamment quant au financement des entreprises.

Activité

Une activité industrielle en demi-teinte...

Depuis l'été, l'activité semble quelque peu ralentir. Dans l'automobile et les matériels de transports, l'activité est plus fragile, tout comme dans l'agro-alimentaire. Ces secteurs, gros employeurs en Anjou, avec le bâtiment concentrent actuellement un peu d'inquiétude. Ainsi, l'emploi intérimaire marque le pas. Dans l'automobile notamment. En effet, chez des équipementiers de l'automobile comme Valéo Vision, Bosch ou Paulstra, le nombre d'intérimaires est en baisse. Par ailleurs, Scania a décidé de diminuer sa production de camions.

En conséquence, en Anjou, le nombre de demandeurs d'emploi a légèrement augmenté au mois d'août 2008 (+0,5 %) par rapport au mois d'août 2007. Un certain nombre d'intérimaires s'inscrivent à l'ANPE en fin de mission. Cette progression ne concerne pour le moment que les zones d'emploi du Choletais (+5 %) et du Segréen (+2,3 %), deux territoires où les taux de chômage sont particulièrement faibles : autour de 4 %.

Pour autant, des projets existent dans les entreprises. Ces dernières pourraient juste les mettre en sommeil quelques

mois en attendant que les effets de la crise financière s'effacent et que les banques puissent à nouveau s'investir pleinement dans le financement des projets d'extension, de créations de nouvelles unités. ●

Une saison touristique satisfaisante

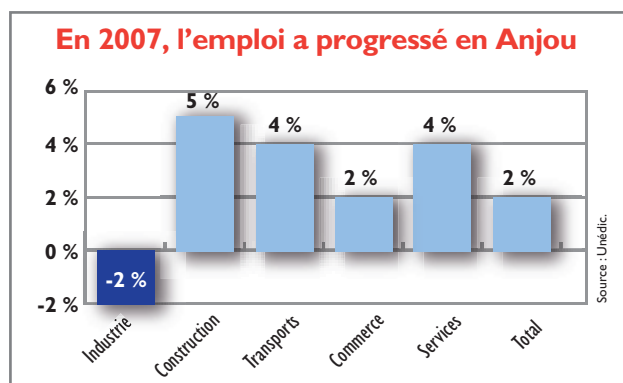
Confrontés à la baisse de leur pouvoir d'achat, les Français ont largement réduit leurs achats de carburant : -12,3 % au mois d'août 2008 par rapport à août 2007. Cette situation s'est traduite directement sur l'activité touristique. Ainsi, cet été notre département a vu l'arrivée d'un nouveau type de tourisme : le tourisme de proximité. La baisse de clientèle étrangère (Allemands, Italiens, Espagnols) a ainsi été compensée par la progression des touristes bretons, ligériens ou parisiens. En juillet 2008, près de 23 % des nuitées ont ainsi été vendues à des étrangers contre 27 % en 2007. Au final, au 15 août, selon le Comité Départemental du Tourisme, plus de 71 % des professionnels du tourisme en Anjou jugeaient la saison bonne voire très bonne. Seul bémol : la baisse des dépenses effectuées par les touristes.

Emploi

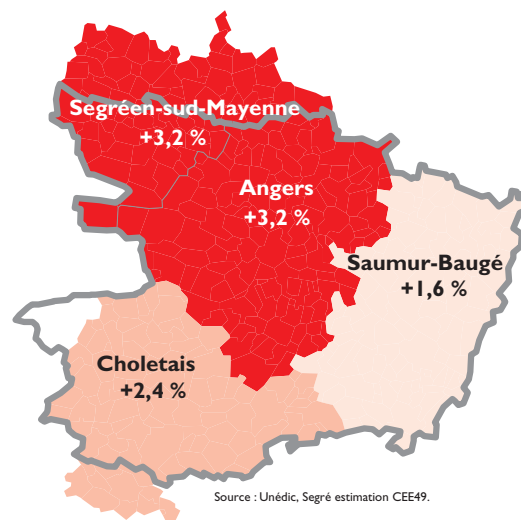
En 2007, l'emploi a progressé en Anjou

Avec une progression de 2 % de l'emploi total en 2007, (selon les derniers résultats publiés par l'Unédic en août 2008) le Maine-et-Loire réalise une performance identique à celle de la France. La construction a été un moteur très dynamique de la création d'emploi (+5 %). Seule l'industrie a perdu des emplois (-2 %) mais à un rythme plus faible qu'au cours des années 2004-2005.

En 2007, cette hausse de l'emploi concerne l'ensemble du territoire départemental. La progression est cependant plus marquée autour d'Angers et dans le Segréen. ●



Évolution de l'emploi entre 2006 et 2007





Centres d'appel :

Le développement des centres d'appel ne connaît pas de ralentissement, notamment autour des agglomérations de notre département. Deux grands types d'entreprises se distinguent : d'une part, les sociétés tournées vers le télémarketing, la prise de rendez-vous ou les enquêtes, telle Fox on line qui vient de s'installer sur Saumur. Ce sont des centres d'appels sortants. Mais en Anjou, les entreprises spécialisées dans les appels entrants sont aussi largement présentes. Ces dernières ont vocation à rendre des services aux personnes qui les appellent. C'est le cas de Stream à Angers qui intervient dans l'assistance technique. Ces centres d'appels entrants ont de plus l'avantage de rechercher souvent une main-d'œuvre qualifiée (BTS ou IUT informatique chez Stream par exemple) et d'offrir en conséquence des rémunérations supérieures à celles des centres d'appels sortants. ●



Automobile :

Des menaces planent sur le secteur en France. Depuis le début de l'année, les ventes ont reculé de 4 % en Europe. La flambée du prix du pétrole et de nouvelles considérations écologiques ont modifié la perception des consommateurs. Ces derniers se tournent vers des modèles plus petits, moins énergivores et plus respectueux de l'environnement. Ainsi, les immatriculations de la Citroën C1 ont bondi de près de 59 %. Cette nouvelle configuration n'avantage pas les sites de production français : la C1 est produite en République Tchèque. De plus, le basculement est en cours pour la catégorie supérieure : la C3 Picasso est en partie produite en Slovaquie. Les conséquences sur nos équipementiers (Valéo ou Michelin) existent et ces derniers ont déjà délocalisé des parties de leur production. Pour autant, si le développement de véhicules plus respectueux de l'environnement voit enfin le jour, ces voitures plus technologiques pourraient ainsi toujours être produites en France. ●



Agroalimentaire :

Face à la dégradation de leur pouvoir d'achat, les consommateurs ont en effet tendance d'une part à réduire leur achat en volume et d'autre part à se tourner plus volontiers vers des marques de distributeurs (MDD). Ainsi selon une enquête du Crédoc, le label et la marque sont de moins en moins des moteurs d'achat : les consommateurs ne percevant plus toujours la différence entre les marques nationales et les MDD justifiant le sur-prix des premières. Pour autant, ce mouvement ne devrait sans doute pas durer, les attentes croissantes vis-à-vis de la qualité des produits, notamment nutritionnelle, devraient, une fois la crise passée, ramener les consommateurs vers les marques. A la condition expresse néanmoins que les prix des grandes marques restent raisonnables. Dans l'intervalle, notre département abritant de nombreuses marques nationales pourrait pâtir légèrement et temporairement de cet état de fait. ●

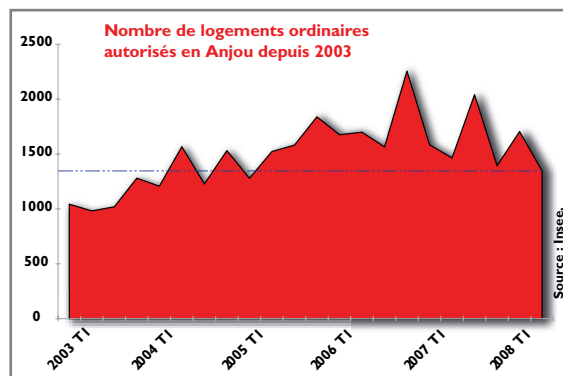
Zoom sur le bâtiment en Anjou

Dans le contexte actuel de crise financière, la question de l'activité dans le bâtiment se pose avec beaucoup d'inquiétude. En effet, ces dernières années le bâtiment a largement contribué au dynamisme de l'économie (cf. page 2).

En Anjou, au cours du deuxième trimestre, le nombre de logements autorisés a baissé de 8 % par rapport au 2^e trimestre 2007. De nombreux éléments expliquent le ralentissement du nombre de logements autorisés : dix ans de hausse des prix, la saturation de la demande dans certaines localisations, la hausse des taux et le resserrement de l'offre de crédit. Pour autant, comme on peut le constater d'après le graphique, ce ralentissement dans la construction fait suite à des années 2005, 2006 et

2007 tout à fait exceptionnelles. Ainsi, les professionnels ne semblent pas trop inquiets notamment parce que la demande des bailleurs sociaux pourrait prendre le relais. De plus, rappelons qu'en France seulement 57 % des occupants de logements sont propriétaires de leur logement contre 82 % en Espagne ou 70 % aux USA. La demande est là mais pas à n'importe quel prix.

En Pays de la Loire, à ce jour, de nombreux professionnels font encore état



de carnets de commandes tout à fait correctement garnis. Essayons donc de ne pas trop noircir le tableau même si l'incertitude est décuplée par la crise financière. ●

Retour sur la crise financière et ses conséquences pour notre économie

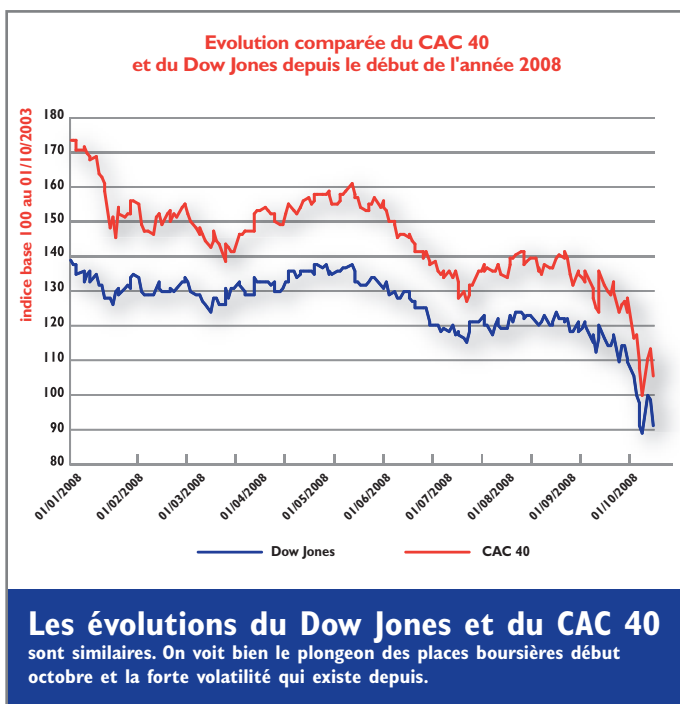
Pourquoi une telle effervescence ?

La crise financière actuelle soulève de nombreuses questions car elle est nouvelle. Cette nouveauté vient du fait qu'elle est née au sein même du système financier. En effet, ces dernières années, les innovations financières ont décuplé les sommes échangées sur les marchés. Ces montants sont tellement importants qu'ils peuvent déstabiliser l'économie mondiale. Les actions coordonnées des Banques centrales et des autorités gouvernementales semblent avoir ramené un peu de sérénité sur le marché interbancaire, le marché où les banques se prêtent les sommes nécessaires pour continuer à travailler. Mais désormais les craintes se tournent vers l'économie réelle.

L'économie réelle ne peut rester très longtemps à l'écart d'une telle crise financière.

La transmission vers l'économie réelle se réalise d'une part par le ralentissement des crédits accordés. Si la situation des banques se détériore de manière trop importante, elles ne peuvent plus faire leur métier initial qui est le financement de l'économie et ne prêtent plus ou à des taux trop élevés aux ménages, aux entreprises, aux collectivités locales : les conséquences sur l'économie réelle sont quasi-immédiates. Mais la transmission s'effectue également désormais directement par le marché boursier. Ainsi après le monde bancaire, les entreprises industrielles connaissent à leur tour la défiance des marchés car un ralentissement économique mondial est anticipé. Ainsi, des secteurs qui aujourd'hui apparaissent fragiles comme l'automobile ou le BTP sont fortement attaqués. Ces mouvements sont pourtant totalement démesurés et pourraient mettre encore plus en difficulté les entreprises. En effet, le cours de bourse d'une société est un signal pour ses partenaires et ses concurrents. Si son cours s'effondre, les répercussions peuvent être multiples : les banques prêtent plus difficilement, les fournisseurs peuvent eux aussi devenir méfiants et l'image de marque de cette entreprise peut aussi être atteinte, affectant la demande des clients. L'évolution du cours de bourse, surtout dans des périodes perturbées, peut ainsi devenir essentielle pour la pérennité d'une entreprise.

Or, aujourd'hui, la globalisation financière renforce ces phénomènes : il n'existe plus de frontières géographiques ni de contraintes de temps car il y a toujours une bourse ouverte quelque part dans le monde. Dès lors, les acteurs n'ont plus le temps de réfléchir, le mimétisme est de rigueur : tout le monde vend ou achète en même temps, ce qui amplifie les mouvements de la bourse, la volatilité et perturbe le fonctionnement des entreprises.



La crise actuelle nous prouve aujourd'hui que le monde financier peut à lui seul déstabiliser profondément l'économie mondiale réelle, c'est-à-dire la vie de l'ensemble des habitants de cette planète. Dès lors, il est difficile de laisser ce dernier fonctionner sans règle ni contrôle. ●